

et les camions réfrigérants. Par conséquent, privilégier une alimentation locale, de saison et pauvre en viande (surconsommatrice de ressources agricoles) abaisse drastiquement le coût énergétique de notre mode de vie.

De la même manière, opter pour un mode d'habitat collectif (et avec une bonne isolation), plutôt que dispersé, et utiliser au minimum sa voiture (ou mieux, y renoncer totalement) au profit des transports publics, de la marche et du vélo, constituent les manières les plus radicales de réduire sa consommation énergétique en matière de chauffage et de transports. En ville, la bicyclette permet des déplacements autonomes à un coût insignifiant et plus rapides que l'automobile, qui par les engorgements qu'elle provoque, limite à 20 km/h au grand maximum les déplacements urbains. Le vélo évite la pollution et le pillage des ressources énergétiques.

Par ailleurs, contrairement à ce que laisse croire le mythe des biocarburants, la voiture « propre » n'existe pas. Pour couvrir seulement 10 % de sa consommation pétrolière actuelle, l'Europe devrait sacrifier 72 % de sa surface agricole à des agrocarburants issus d'une agriculture industrielle, intensive et extrêmement polluante. L'agrobusiness préfère donc envahir le sol des pays pauvres du Sud pour satisfaire les besoins énergétiques des pays prédateurs, privant ainsi les populations les plus démunies d'une surface agricole indispensable à leur alimentation. Aucune alternative énergétique à la consommation pétrolière ne peut sérieusement s'envisager sans d'importantes économies d'énergie dans tous les secteurs économiques.

Les alternatives énergétiques locales et l'évolution des comportements de consommation ne peuvent porter leurs fruits que reliées à un combat géopolitique plus large, s'opposant aux pratiques néo-coloniales telle que celles regroupées sous le terme générique de « Françafrique ». C'est à nous, citoyens, électeurs et consommateurs, qu'il revient de faire pression sur nos élus pour mettre fin à ces pratiques prédatrices opaques, illégales et anti-démocratiques. L'information est une arme dans ce combat : ces réseaux et ces méthodes, illégaux et anti-démocratiques, ne tirent leur sécurité que de l'ombre dans laquelle ils se dissimulent. Les rendre visibles c'est rendre visible l'impensable, donc saper le soutien que peuvent leur apporter députés, sénateurs, présidents, banques et compagnies pétrolières, tous dépendants de leur image.

La lutte contre cette situation est portée par nos actions, nos campagnes d'informations. C'est dans ce but que le collectif Vélorution Lyon et les associations Survie Rhône et Brut de Décoffrage vous invitent à une vélorution théâtrale... le 26 avril 2008 !

Survie 69 <http://survie.69.free.fr/>
Vélorution Lyon <http://velorutionlyon.free.fr/>
Brut de décoffrage brutdedecoffrage@hotmail.fr

Pour en savoir plus

François-Xavier Verschave, Philippe Hauser *Au mépris des peuples* La Fabrique
François-Xavier Verschave *La Françafrique* Stock
François-Xavier Verschave *Noir silence* les Arènes
Xavier Harel *Afrique pillage à huis clos* Fayard
Mohamed Larbi Bouguerra *La consommation assassine* Charles Léopold Mayer
Fabrice Nicolino *La faim la bagnole le blé et nous* Fayard
Hervé Kempf *Comment les riches détruisent la planète* Seuil

À vélo contre les pétrodiktatures !

Le samedi 26 avril 2008, l'association Survie Rhône, la Vélorution Lyon et la compagnie Brut de Décoffrage vous invitent à un événement cycliste et théâtral sur le thème de la Françafrique.

**Pour les cyclistes, rendez-vous à 15 h devant l'Opéra.
Les piétons pourront nous rejoindre à 17 h place des Terreaux.**

Nous vivons dans une société surconsommatrice d'énergie, notamment de pétrole, qui représente 35 % de la consommation énergétique mondiale. Les transports constituent un secteur très concerné par cette dépendance pétrolière. Au cours de l'année 2006, en France, 82 % des ménages étaient équipés d'au moins une voiture et chaque Français a consommé en moyenne 879 litres de carburant automobile. Le prix du baril de pétrole a atteint 110 \$ au début de l'année 2008, un prix qui nous semble exorbitant, pour une matière première centrale dans notre économie et notre vie quotidienne.

Les pays exportateurs de pétrole, qui devraient être les premiers bénéficiaires du commerce pétrolier, sont aussi, paradoxalement, parmi les moins développés sur le plan humain. Ils sont également le théâtre de guerres à répétition. Ainsi le Nigéria, 1^{er} producteur pétrolier du continent africain, figure parmi les dix pays au plus bas indice de développement humain (voir encadré), tout comme le Congo ou l'Angola. De même l'Irak, riche en pétrole, ou l'Afghanistan et le Pakistan, qui en sont dépourvus mais servent de plate-forme militaire aux américains pour



L'Indicateur de développement humain (IDH), calculé selon la méthode proposée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), synthétise trois données : le niveau de santé évalué par l'espérance de vie, le niveau culturel mesuré par les taux de scolarisation et d'alphabétisation, et le revenu par personne (PIB par habitant). L'IDH varie entre 0 et 1, plus il approche de 1, plus il indique un niveau de développement élevé.

sécuriser les corridors pétroliers, se distinguent par la pauvreté de leur population et la dévastation imposée par les guerres et les dictatures. Alors, à qui profite l'exploitation pétrolière ? Nous qui faisons le plein régulièrement, comment pouvons-nous agir ?

La Françafrique, un pillage organisé

La France est intimement liée à l'Afrique et dépendante d'elle en termes énergétiques (au-delà du pétrole, la France importe son uranium du Niger et du gaz naturel d'Algérie...). L'Afrique produit 11 % du pétrole mondial, mais assure 21 % des importations françaises en pétrole brut. Ceci résulte de la période coloniale.

Dans les années 1960, la France a accordé leur indépendance à ses anciennes colonies africaines. Il ne s'agissait cependant que d'une décolonisation de façade. En sous-main, Charles De Gaulle chargea son bras droit, et « Monsieur Afrique », Jacques Foccart, de mettre en place un système occulte préservant à la France son accès aux ressources stratégiques et énergétiques africaines, mais maintenant aussi sa position au niveau international. En effet, en offrant le pouvoir - par le biais de coups d'État, d'interventions militaires et d'élections truquées - à des dictateurs corrompus et « amis de la France », il fut (et demeure) aisé d'obtenir des appuis stratégiques, notamment à l'ONU.

Les alternances droite-gauche n'ont jamais altéré ce système, tous les gouvernements en ont profité et mirent en place des réseaux qui s'en partageaient les bénéfices. En « Françafrique », on n'ignore rien de l'évaporation de l'aide publique au développement et des bénéfices de l'exploitation des ressources minières et énergétiques. Ces atteintes à la démocratie et ces détournements massifs de fonds publics sont rendus possibles par les paradis judiciaires et fiscaux, dont l'opacité dissimule le financement d'opérations illégales comme le trafic d'armes et de pétrole, ou le mercenariat employé aux coups d'État.

C'est ainsi que depuis 50 ans la France entretient des liens occultes, illégaux et anti-démocratiques, en plaçant ses intérêts bien avant ceux des populations africaines. Mais bien sûr la France reste toujours officiellement « la meilleure amie de l'Afrique », et la plus grande pourvoyeuse en aide publique au développement...

Dans ce contexte, où les intérêts des populations sont bafoués au profit des pays prédateurs, la misère africaine qui en résulte constitue un moyen efficace pour les dictatures d'assurer leur pérennité. Des populations analphabètes, privées d'eau potable, soumises à des guerres civiles artificiellement provoquées, aux famines et aux épidémies de sida et de paludisme, sont sciemment maintenues dans l'incapacité de constituer une société civile et de fomentier un soulèvement démocratique.

L'histoire récente du Congo-Brazzaville fournit une triste illustration de ces relations franco-africaines. Après une courte période de relative démocratie consécutive à l'indépendance, les armes et l'argent du pétrole se substituèrent rapidement à l'appareil législatif. Le président Marien Ngouabi fut assassiné en 1977, quelques mois après avoir envisagé une augmentation de la fiscalité pétrolière, qui rapportait trop peu aux congolais. Le chef des services de sécurité Denis Sassou Nguesso, qui allait devenir président deux ans plus tard, fit exécuter sans jugement ses assassins, dont les témoignages lui auraient probablement porté préjudice. Mais



ce « nettoyage » n'en était encore qu'à ses débuts. Après 12 ans d'un pouvoir sans partage de Denis Sassou Nguesso, la Conférence Nationale Souveraine, imposée par la population en 1991, lui attribua 3 000 assassinats.

Ce sont les témoignages et notes internes recueillis dans le cadre de l'instruction de l'affaire Elf qui prouvèrent l'implication française dans les crimes de ce dictateur. La société pétrolière finançait en effet armes et mercenaires pour le maintenir au pouvoir. Roland Dumas, alors ministre de l'intérieur, admit avoir été informé de ces mouvements d'armes et de mercenaires fournis en soutien à Denis Sassou Nguesso par André Tarallo, le « Monsieur Afrique » de la compagnie pétrolière française. Plus grave encore, Elf alla jusqu'à financer les milices de Pascal Lissouba et de Denis Sassou Nguesso lors de leurs affrontements armés, amplifiant ainsi les conséquences d'une guerre civile responsable de plus de 200 000 morts.

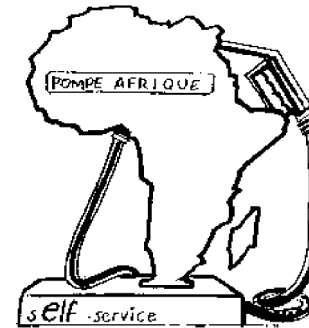
Loïk Le Floch-Prigent, ancien PDG d'Elf, confessa littéralement que sa compagnie dirigeait le pays en déclarant sans états d'âme que le Congo-Brazzaville était toujours resté « sous contrôle d'Elf ».

Pas de gaspillage sans pillage en amont

L'industrie pétrolière, en tant que ressource énergétique nécessaire à notre économie, bénéficie donc de ce système prédateur depuis de longues décennies. Si nous consommons autant de pétrole, c'est parce que nous sommes les bénéficiaires naïfs d'un système de domination dont nous ignorons l'impact sur les populations et leur environnement. S'il prenait en compte le coût social et environnemental de l'exploitation pétrolière, le prix de notre carburant serait beaucoup plus élevé que celui que nous déboursions aujourd'hui à la pompe.

Nous disposons donc des moyens d'infléchir ce système prédateur :

- en tant que consommateurs, en diminuant notre consommation,
- en tant que citoyens français, en nous informant sur les méthodes des multinationales, et en usant de notre pouvoir d'interpellation vis-à-vis de nos élus.



Agir localement, penser globalement

Il devient urgent de trouver des alternatives au pétrole, voire de boycotter cette matière première ravageuse, donc de réduire notre consommation énergétique. C'est notre mode de vie qui est en cause : sans cette consommation effrénée de gadgets industriels, de produits exotiques et de voyages à l'autre bout du monde, les grands groupes pétroliers n'auraient jamais atteint la puissance que nous leur connaissons aujourd'hui.

À travers chaque geste quotidien nous pouvons ainsi agir : l'impact de nos comportements sur au moins trois des quatre grands pôles de consommation de pétrole (l'agriculture, les transports, le chauffage et l'industrie) est considérable. La grande distribution alimentaire s'approvisionne par exemple auprès d'une agriculture intensive utilisant massivement des engrais chimiques issus d'une industrie aussi vorace en énergie que les engins agricoles